



# AU RÉFÉRENDUM KANAKY UI

les verts, 90 rue Vergniaud, 75013 Paris.

## Oui !

Répondre oui, le 6 novembre, c'est dire oui à l'appel du peuple Kanak, c'est dire oui à son désir de vivre, à sa volonté de vivre libre.

Le référendum du 6 novembre ne résoudra pas tous les problèmes, loin s'en faut. Le développement que doit permettre la décennie 88-98, que sera-t-il ? Les Kanaks réussiront-ils à éviter un "développement" à l'occidentale, les laissant dans une situation néo-coloniale ou leur offrant au mieux une place de "nouveau pays industrialisé", porte-avion militaire et commercial de la France dans le Pacifique ? Réussiront-ils à développer leur pays dans le respect de la terre et des solidarités, fondement de la culture kanak ?

Nui ne peut l'assurer !

Mais ce que chacun-e doit réaliser, c'est que le succès du oui au

référendum est la condition de tout autre succès.

Depuis leur fondation, les Verts ont soutenu la lutte du peuple kanak contre sa situation coloniale, pour le respect d'une culture naturellement "écologiste". Aujourd'hui ils appellent à répondre par l'affirmative au référendum. Chacun-e doit se mobiliser pour faire voter oui le 6 novembre.

A 20 000 km de l'Hexagone et de ses querelles politiciennes, un peuple est asservi, spolié, sa terre volée, sa culture détruite, depuis un siècle et demi au nom de la France.

Sachons dire aujourd'hui que la volonté de la France n'est pas cela, que les Français-e-s acceptent la justice, la liberté et l'indépendance pour le peuple Kanak.

F.B.

## Interview exclusive de Jean-Marie Tjibaou

Lundi 24 octobre, à Paris, Solange Fernex, porte-parole des Verts, Ginette Skandrani, Thomas Lesay et Jean-Louis Vidal ont rencontré Jean-Marie Tjibaou, qui leur a accordé un entretien chaleureux et détendu. Ils lui ont présenté le bandeau que les Verts colleront pendant la campagne officielle (reproduit en réduction ci-dessus).

*Question : qu'y a-t-il de changé depuis la signature des accords ?*

Jean-Marie Tjibaou : le plus gros changement, c'est au niveau militaire. A Hienghène, deux camps militaires sur trois sont partis. A Ouvéa, on a organisé une rencontre avec le Commissaire ; les gens qui avaient des fusils, des deux côtés, ont dû les rendre. Ça s'arrange, sauf à Gossanah.

*Question : la libération des prisonniers kanaks fait-elle partie des négociations de Matignon ?*

Jean-Marie Tjibaou : Tous seront libérés fin novembre. Ils n'ont pas été reconnus coupables, mais inculpés pour participation à des actions ayant entraîné la mort. Ils seront remis en liberté en attendant leur jugement.

*Question : vous allez de nouveau, après le référendum, parler de l'indépendance de la Kanaky ?*

Jean-Marie Tjibaou : oui, bien sûr. D'ici décembre, j'irai sans doute à l'Assemblée générale des Nations-Unies.

*Question : comment envisagez-vous la transition dans les dix prochaines années ?*

Jean-Marie Tjibaou : La France devra payer. Des crédits sont déjà votés pour cette année budgétaire et prévus pour la suivante : pour les régions et les contrats de plans. En ce qui concerne les routes, il est prévu de finir la route goudronnée qui fait le tour de l'île. L'extension des

lignes électriques est également prévue, ce qui coûtera cher à cause des distances. Pour l'eau, une étude est en cours sur les potentialités de stockage, sur les besoins domestiques et agricoles dans la région Nord. Il est prévu une société de prêt pour participation, toute entreprise nouvelle qui s'installe à Nouméa devra investir aussi dans le reste du territoire. Il y a eu ainsi beaucoup de projets touristiques depuis la signature des accords. J'avais fait passer le message dès 1980 que le tourisme ne devait pas se cantonner à Nouméa ; maintenant, ce sont les entreprises touristiques elles-mêmes qui demandent à intégrer l'intérieur de l'île dans leurs projets.

*Question : le tourisme n'est pas très respectueux des paysages, des populations.*

Jean-Marie Tjibaou : on s'oriente vers un tourisme de riches, moins dangereux que le

(suite au dos)



# Vert-Contact

# 83

(suite de l'interview de Jean-Marie Tjibaou)  
tourisme de masse. Les riches, on peut leur faire des réserves. Ils ont de l'argent à dépenser et on ne les voit presque pas. On leur fait seulement un peu de folklore et un repas traditionnel, mais ils ne vont pas se mélanger avec la population.

**Question :** Quel développement pour la Kanaky ?

Jean-Marie Tjibaou : L'économie ne fait pas partie de notre patrimoine. Il faut utiliser l'économie, mais nous ne serons jamais les meilleurs dans une compétition avec les Européens puisque, pour eux, l'économie fait partie de leur système culturel. Il faut utiliser l'économie pour promouvoir notre système, notre façon d'organiser la société. Nous n'avons pas le choix, à moins de refuser d'accéder à la souveraineté. Soit on reste ce que l'on est et on vitote, soit on utilise l'économie, on se bat en essayant de promouvoir nos valeurs, tout en sachant qu'il n'y a pas de société parfaite. Actuellement on essaie de mobiliser les jeunes stagiaires pour le développement, améliorer les cases, les sanitaires, l'électricité, l'eau... mais pour mieux vivre nos propres valeurs. Les gens sont cependant bien influencés par la société de consommation : être un travailleur, avoir un salaire pour pouvoir avoir la télé, une voiture... On essaie de mobiliser les jeunes qui se trouvaient sur les barrages sur les ateliers danses et chants traditionnels, mais c'est difficile.

**Question :** qu'en est-il de la langue et de la culture kanak dans les accords de Matignon ?

Jean-Marie Tjibaou : il est prévu une agence pour les écoles populaires, on essaie que les animateurs soient plus nombreux et mieux formés : l'histoire, la culture, la langue pour travailler sur la tradition. Par contre, pour les maths, le français... l'école traditionnelle le fait déjà. Pour les spécificités kanaks, il faut prendre sur le tiers-temps pédagogique, le week-end.

**Question :** Apprend-on encore aux petits Kanaks « nos ancêtres les Gaulois » ?

Jean-Marie Tjibaou : L'enseignement est encore franco-centré, même si on n'apprend plus aux petits Kanaks que leurs ancêtres s'appelaient les Gaulois. Les accords prévoient au moins que les livres d'histoire seront relautés. C'est l'ensemble des textes qui est à revoir, y compris les dictées (on y lit par exemple que « les trains entrent dans les gares »...). Il faut une production d'outils pédagogiques et un recensement de textes littéraires. Notre culture reste essentiellement transmise par oral.

**Question :** la coutume, c'est votre histoire et votre géographie. Il y a peu d'écrit.

Jean-Marie Tjibaou : il y a beaucoup de livres d'ethnologie sur les Kanaks. Il y a plus de textes pour préparer une licence que pour la maternelle. Il faut créer des outils pédagogiques à partir de ça, utilisables par les enfants.

**Question :** Qu'allez-vous faire pendant 10 ans ?

Jean-Marie Tjibaou : Si on regarde le secteur de la pédagogie par exemple, il y a un premier niveau : la préparation des outils pédagogiques. On a prévu de faire le point en 1992 et 1997. Il y a une

commission de suivi avec des gens de la province l'administration locale et les signataires des accords. Il faut ensuite définir quand on commence l'enseignement, comment se fait la formation des enseignants, les examens, l'utilisation dans les postes proposés des formations créées. Sur tous les autres secteurs de la vie économique et sociale, il faudra faire pareil. Les programmes annuels, les financements prévus ou à prévoir, qui paie, etc. Le gouvernement actuel est décidé, pour ce qui est de sa compétence, à faire voter le budget. En 1989, on doit signer avec les provinces les contrats de plan. Il faut donc dès maintenant lancer les études préalables. Pour les infrastructures (électricité, routes...) ça progresse, mais pour la formation, l'éducation, les filières tout est à faire.

**Question :** Et le foncier ? Allez-vous récupérer vos terres ?

Jean-Marie Tjibaou : il reste à rédiger les textes qui définissent les principes de propriété et, parallèlement, les règlements d'utilisation, les baux.

**Question :** Sur l'énergie, pensez-vous à des productions décentralisées du type solaire ?

Jean-Marie Tjibaou : le solaire n'est pas très pratique pour la production d'électricité, les panneaux en nombre, jurent dans le paysage. En revanche, il y a beaucoup de possibilités dans l'hydraulique ; il y a beaucoup de chutes. C'est aussi un choix d'autonomie pour l'avenir. Un problème écologique majeur, et qui est loin d'être résolu, c'est celui des déchets, en particulier les plastiques, les bouteilles, les boîtes de conserves... La dispersion des habitants rend difficile la collecte, le tri sélectif.

**Question :** Quelles relations envisagez-vous avec les autres peuples du Pacifique, en particulier sur le sujet militaire (base militaire de Nouméa, essais nucléaires de Mururoa...) ?

Jean-Marie Tjibaou : L'Australie, productrice d'uranium pour la France, la RFA et les Etats-Unis, a signé le traité de Rarotonga pour un Pacifique dénucléarisé. Le centre de Mururoa est prévu pour encore 15 ans au maximum, mais ils partiront sans doute d'ici 10 ans. Ça dépend des progrès scientifiques, de la notion de défense internationale ou planétaire. Quand ils n'auront plus besoin de faire des essais nucléaires si loin de la France, ce qui leur coûte cher, cette activité sera rapatriée chez vous.

☐ **Je m'abonne à Vert-Contact**  
et soutiens la diffusion d'information écologiste

☐ 52 n° : 120 F ☐ 26 n° : 70 F ☐ 13 n° : 40 F  
☐ soutien : à partir de 150 F : \_\_\_\_\_ F

☐ Je suis adhérent(e) des Verts. L'adhésion est indépendante de l'abonnement à Vert-Contact. Je m'abonne si possible au tarif ci-dessus ; je peux aussi bénéficier du **tarif spécial adhérent** :  
☐ 60 F pour 52 numéros

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_

## Kanaky : carte de visite

16 117 km<sup>2</sup> (deux fois plus grande que la Corse)  
154 000 habitants (en 1988) dont 70 000 Kanaks  
30 000 Caldoches (nés sur le territoire), 25 000 Métropolitains, 12 000 Wallisiens, 5 500 Tahitiens  
5 300 Indonésiens, 2 400 Vietnamiens  
Estimation pour l'an 2000 : 82 000 Kanaks, 64 000 Caldoches et métropolitains, 24 000 Polynésiens et Asiatiques.

### Petit historique

1774 : découverte par Cook  
1853 : prise de possession par la France  
1878 : grande révolte kanak  
1946-58 : timides réformes  
1963 : loi Jaquet-Billotte renforçant le contrôle de la France  
1984 : soulèvement kanak, statut Pisan  
1986-87 : réforme Pons  
1988 : Ouvéa, accords de Matignon

## Bandeaux : mode d'emploi

Les bandeaux (voir au dos) sont disponibles dans les secrétariats régionaux ou départementaux. Les Verts étant exclus de la campagne officielle (alors que le Front national, pourtant sans députés, a été admis par le ministère de l'Intérieur et a droit à "ses" panneaux), les bandeaux sont à coller sur les panneaux de libre expression et, si le cœur vous en dit, au-dessus de l'affichage officiel, sous la responsabilité des militants. Comment l'Etat pourrait-il expliquer qu'un mouvement non représenté à l'Assemblée a plus le droit à la parole que les Verts ?

Restons dans les îles...

## Corse : ça avance !

Depuis quelques semaines, des évolutions positives se font sentir sur l'île de beauté. Les Verts ont publié deux communiqués :

Le 14 octobre : **Corse : un pas positif**. Les Verts se félicitent de l'adoption par l'Assemblée de Corse d'une motion proposant d'une part l'identification du peuple corse, d'autre part un calendrier pour l'adoption d'un projet cohérent de développement économique, social et culturel. A l'initiative du groupe nationaliste "A cuncolla naziunista", cette motion a enfin permis un dialogue en profondeur entre toutes les parties en Corse, et une avancée significative dans la volonté de régler les problèmes qui se posent dans l'île. Lundi prochain s'ouvre à Bordeaux le procès de deux militants nationalistes, Felice Tomasi, en détention préventive depuis plus de 5 ans, et Carlu Pieri. Les Verts en attendent un résultat qui permette de conforter l'amélioration de la situation politique en Corse. Il convient que la Nation reconnaisse les droits légitimes du peuple corse.

Le 24 octobre : **Procès de Bordeaux**. Les Verts attendaient de ce procès un résultat qui permette de conforter l'amélioration de la situation en Corse, cela est chose faite. Voici le télégramme adressé à Felice Tomasi et Carlu Pieri : « Nous partageons votre joie et votre espoir de reconnaissance des droits légitimes du peuple corse ».

Directeur de publication : Guy Hascoët. Rédacteur : Thomas Lesay. Compo Macintosh, avec l'aide d'A. rue Caumartin, Paris 9. CPPAP N° 68 242. Imprimerie Innov'Imprim, 75017 Paris. Tirage : 3500 exemplaires. Abonnement : 120 F (52 N°).